

# Vaccins contre le COVID19

Je le fais ou pas ? savoir pour décider !

*Confronté-e-s aux conséquences de la pandémie, comment ne pas se poser la question, face à autant d'informations, de contre-informations, à l'incompétence du Gouvernement, face à des laboratoires qui ne publient pas leurs travaux mais font la propagande de leurs vaccins à coup de communiqués avec pour seul objectif de faire monter en Bourse leur nom.*

Pourtant, La variole, la poliomyélite, la diphtérie, la rougeole, la coqueluche, la méningite, la rubéole, sont les exemples criants de maladies qui ont disparu grâce à la vaccination. Tout autant utile et efficace pour les animaux afin d'éviter les maladies humaines (la rage), le vaccin vétérinaire est aussi une alternative à certains antibiotiques dans les élevages animaux.

Vacciner d'avantage c'est protéger tout le monde, y compris indirectement ceux qui ne sont pas ou ne peuvent pas être vaccinés. En France, la couverture vaccinale n'est pas homogène sur tout l'hexagone et reste très faible par rapport à d'autres pays comme les Pays Bas ou le Royaume-Uni. Pour d'autres pays comme ceux du Sud, trop souvent ce sont les moyens de politiques d'envergure qui font défaut.

**La vaccination est un enjeu de santé à la fois global et collectif. Cela justifie que les vaccins soient un bien commun à l'échelle de l'humanité.**

Le manque de contrôle par les pouvoirs publics de la fabrication et de la distribution de ces vaccins a des conséquences désastreuses. Les grands laboratoires font la loi ce qui se traduit par des problèmes de production en termes de qualité et quantité.



Ils externalisent la recherche considérée comme trop coûteuse et risquée pour ne garder que la production. Confiée à des PME nommée Biotechs, la recherche vit au rythme des petites participations de ces grands laboratoires qui rachètent ces start-up dès que s'ouvre une perspective de marché. Et dès lors, leur obsession est le retour sur investissement. Le rendement financier prend alors le pas sur la santé.

Pourtant c'est en grande partie sur de l'argent public ou socialisé que ces recherches se font. Ces laboratoires sont les grands bénéficiaires des crédits d'impôts recherche et d'autres mécanismes d'attribution de fonds publics de soutien à la recherche. De plus, la plupart des innovations sont réalisées au sein des Universités Publiques avant d'être brevetées dans le privé. Pour le COVID, quelques milliards de dollars d'argent public ont été apportés pour soutenir la recherche et le développement d'un vaccin au niveau mondial.

A cela s'ajoute, les sommes versées par les gouvernements pour précommander et ainsi s'assurer d'être approvisionnés. Et pour finir, la phase clinique de test de vaccins sur des milliers de personne est menée par les hôpitaux publics.

Et pour comble de tout, les contrats excluent la responsabilité des laboratoires en ce qui concerne les éventuels effets secondaires et imposent de fait la prise en charge par les Etats des conséquences (indemnités financières des personnes concernées). Sachant que le prix d'un traitement médical négocié par la Sécurité Sociale est basé sur les coûts de Recherche, d'Investissement et de Production, sachant qu'aujourd'hui, pour le vaccin contre le COVID19, la Sécurité Sociale et l'Etat ont déjà financé la recherche et les précommandes pour s'assurer de l'approvisionnement, il est donc insupportable que les citoyens, à travers leurs impôts et les cotisations sociales, aient à payer une deuxième fois. La Sécurité Sociale ne doit pas financer la course aux profits et les actionnaires de laboratoires privés.

Comment ne pas être défiant, méfiant face à tant de défaillances liées au marché. Alors que les gouvernements devraient tout faire pour rétablir la confiance, ils encouragent de manière implicite cette défiance par leur incapacité à légiférer pour réguler ce marché.

Pas étonnant que des laboratoires puissent décider de réduire la production de certains médicaments ou vaccins essentiels mais pas assez rentables financièrement. Pas étonnant non plus que certains d'entre eux accélèrent le temps dédié à la Recherche et aux tests sans aucun recul sur le rapport bénéfices/risques. Aucun obstacle à la course aux profits pour les laboratoires.

Comment décider sereinement d'être vacciné ou pas contre le COVID19 dans un contexte où peu de publications sur les différents vaccins contre le COVID 19 paraissent,

où les laboratoires sont décideurs de la production, des prix et des acheteurs, où la production de vaccins en France a été réduite à minima depuis des années par ces mêmes laboratoires, où les pays se sont lancés dans une course à la précommande sans s'organiser pour déployer les vaccins de manière égalitaire dans l'ensemble du globe ?

Pour la CGT et son association de défense des consommateurs INDECOSA-CGT, la vaccination reste le meilleur moyen de lutter contre les épidémies afin de protéger collectivement les populations. Le vaccin doit être gratuit pour tous mais en amont il doit être sorti du circuit des marchés financiers avec un objectif commun : l'intérêt des populations. Les vaccins et médicaments doivent être considérés comme biens communs et ne pas faire l'objet d'enjeux financiers. Il faut lever la propriété privée sur les brevets qui empêche la diffusion des vaccins tout en étant le support de profits indécents.

Pour la CGT et INDECOSA-CGT, à partir du moment où l'Etat investit, la régulation doit passer par un pôle public de santé intégrant les industries de santé, avec une gouvernance démocratique regroupant les acteurs, patients comme travailleurs du secteur, soustrait de toute mainmise des laboratoires privés et des entreprises d'assurance et de la logique capitaliste de retour sur investissements pour les actionnaires. Les vaccins comme les médicaments ne doivent pas être des marchandises.

***Opposons la démocratie sociale  
à la loi du marché !***

**EXIGEONS  
UNE VACCINATION  
GRATUITE  
ET NON MARCHANDE  
POUR UNE PROTECTION COLLECTIVE !**